

Recherches juridiques lausannoises

Faculté de droit de l'Université de Lausanne

Editées par Hansjörg Peter, professeur à la Faculté de droit

Philippe Vladimir Boss

Le droit pénal à
l'aide de l'efficacité du
droit européen –
l'exemple du droit pénal
européen de
l'environnement

Schulthess § 2008

Table des matières

Remerciements.....	V
Table des matières.....	VII
Table des abréviations.....	XIX
Avant-propos.....	1
Première partie : Le système répressif de l'Union européenne	3
Titre premier : La place de la sanction dans un ordre juridique	4
Chapitre 1 :	
La règle de droit et sa sanction	4
Chapitre 2 :	
La sanction du droit international	5
Section 1 :	
Structure classique de l'ordre juridique international.....	5
§ 1 L'Etat, sujet de droit international	5
§ 2 L'obligation internationale.....	6
Section 2 :	
La répression de l'illicéité en droit des gens	6
§ 1 La responsabilité volontaire de l'Etat	7
§ 2 Le droit pénal international comme restriction au principe	7
Titre second : La sanction dans l'ordre juridique communautaire	9
Chapitre 1 :	
La mise en œuvre du droit communautaire.....	9
Section 1 :	
L'application du droit communautaire par les Etats membres	10
§ 1 En matière de directives	11
I. L'obligation de transposition.....	11
II. L'obligation de résultat.....	12
§ 2 En matière de règlements	13
Section 2 :	
La surveillance communautaire de l'application du droit par les Etats membres	14
§ 1 Le manquement aux obligations communautaires	14
§ 2 La diversité des formes de manquement.....	15

Table des matières

Chapitre 2 :	
La sanction du droit communautaire.....	15
Section 1 :	
Les caractéristiques de la sanction communautaire au sens large	16
§ 1 Les destinataires de la sanction	16
§ 2 L'autorité communautaire compétente	17
§ 3 La nature juridique de la sanction	18
Section 2 :	
Les différentes sanctions.....	19
§ 1 Les sanctions communautaires au sens étroit (sanctions directes).....	19
§ 2 Le pouvoir de sanction indirect de la Communauté européenne (les sanctions mixtes).....	20
I. Existence d'un pouvoir de sanction indirect de la Communauté selon la jurisprudence de la CJCE	20
1. La subsidiarité des sanctions nationales	20
2. La nécessité comme fondement de la compétence communautaire de sanction.....	21
II. La détermination de la nature des sanctions indirectes	22
1. Tendance à la disparition de la limite inférieure de la matière pénale.....	22
2. La recherche d'une autre définition de la matière pénale	25
A. Les critères de la CEDH.....	25
B. L'application du critère de la gravité de la sanction pour qualifier la nature des sanctions pénales.....	26
C. La reconnaissance de la matière « exclusivement pénale »	27
§ 3 Les sanctions nationales.....	27
I. La liberté dans le choix des sanctions	28
II. La restriction de la liberté des Etats membres dans le choix de la nature des sanctions.....	29
1. Le principe d'équivalence.....	29
A. La consécration jurisprudentielle du principe.....	29
B. L'équivalence des violations du droit communautaire et du droit interne.....	30
2. La garantie de l'effectivité du droit communautaire	31
A. L'interprétation du devoir de coopération loyale par la Cour.....	31
B. La contrainte prétorienne et postérieure à imposer des sanctions pénales.....	32
C. L'autonomie du principe.....	33
Chapitre 3 :	
L'impossibilité de garantir l'efficacité des politiques communautaires par le droit pénal	34
Section 1 :	
Particularité de l'intrusion pénale dans le droit communautaire	35
§ 1 Absence constitutionnelle de compétence pénale	35
§ 2 Présence pénale prétorienne.....	37

Section 2 :	
Reconsidérer la réalité des sanctions du droit communautaire.....	38
§ 1 Absence de sanctions nationales en droit communautaire.....	38
§ 2 Nécessité d'encadrement légal des sanctions imposées par les Etats membres.....	39
Titre troisième : Les carences du droit pénal de l'Union Européenne.....	40
Chapitre 1 :	
La compétence pénale de l'Union européenne.....	41
Section 1 :	
La base constitutionnelle.....	41
Section 2 :	
Aspects formels.....	42
§ 1 La procédure d'adoption.....	42
§ 2 Les actes du titre VI TUE.....	42
§ 3 Les obligations découlant des décisions-cadres.....	43
Chapitre 2 :	
La matière et la forme du rapprochement.....	44
Section 1 :	
Domaines.....	44
§ 1 Le droit pénal institutionnel de l'Union.....	44
I. La protection des intérêts financiers.....	44
II. Le faux monnayage et la protection du secret communautaire.....	45
§ 2 L'harmonisation de la répression pénale entre les Etats membres.....	46
Section 2 :	
La méthode.....	47
§ 1 L'harmonisation du droit pénal spécial.....	47
I. Les infractions.....	47
II. Les sanctions.....	49
§ 2 L'harmonisation du droit pénal général.....	51
§ 3 L'harmonisation incidente de la procédure.....	51
Chapitre 3 :	
La modification de la répression pénale de la violation du droit communautaire proposée par la Constitution européenne.....	52
Section 1 :	
La refonte du système institutionnel de l'Union européenne.....	53
Section 2 :	
Les attributions pénales de l'Union en vertu de la Constitution.....	53
Section 3 :	
Actes et procédures.....	54
Conclusion de la première partie.....	55

Deuxième partie : La recherche d'une harmonisation pénale en droit européen de l'environnement	57
Titre premier : La politique environnementale européenne	58
Chapitre 1 :	
Émergence d'un droit européen de l'environnement	58
Section 1 :	
Le droit international de l'environnement	58
§ 1 Court historique.....	58
§ 2 Obligations et devoirs des États	60
§ 3 La régionalisation.....	60
§ 4 La protection de l'environnement dans les organisations paneuropéennes	61
Section 2 :	
Développement du droit communautaire de l'environnement.....	63
Chapitre 2 :	
L'essentiel du droit communautaire de l'environnement	66
Section 1 :	
La compétence environnementale de l'Union Européenne	66
§ 1 Sources de compétence	66
§ 2 Principes de subsidiarité et de proportionnalité	67
§ 3 L'élaboration des normes.....	67
I. Actes et procédures.....	68
II. L'intégration de la protection de l'environnement dans les autres politiques publiques.....	69
Section 2 :	
Politique environnementale communautaire.....	70
§ 1 Les principes du droit communautaire de l'environnement.....	70
I. Les principes de sauvegarde	70
II. Principe du pollueur-payeur.....	71
§ 2 Les domaines de la protection.....	71
§ 3 Les instruments de la protection de l'environnement	72
I. Les outils sociaux et économiques	72
II. Les prescriptions administratives	75
1. Normes d'interdiction.....	75
2. Normes d'autorisation	76
3. Normes de pollution	77
4. Règles en matière de prévention des accidents	78
Chapitre 3 :	
L'application du droit communautaire de l'environnement	79

Titre second : La sanction du droit communautaire de l'environnement	82
Chapitre 1 :	
Les sanctions indirectes (sanctions mixtes)	82
Section 1 :	
La délimitation	82
§ 1 La fraude au droit financier environnemental	82
§ 2 La simple protection de l'intérêt public	83
§ 3 Le dédommagement civil	84
Section 2 :	
Catalogue des différentes sanctions communautaires indirectes du droit de l'environnement	85
§ 1 L'amende	85
§ 2 La perte de caution	86
§ 3 La saisie et la confiscation comme sanction standard	86
§ 4 Le refus d'octroi d'une licence future	87
§ 5 L'immobilisation comme sanction accessoire	87
Chapitre 2 :	
Les sanctions nationales de droit pénal	87
Section 1 :	
La particularité	88
Section 2 :	
Nature des sanctions	89
Section 3 :	
La répression pénale de la criminalité environnementale dans les Etats membres de l'Union européenne	91
§ 1 Les différents systèmes	91
I. La répartition constitutionnelle des compétences législatives au sein de l'Etat	92
II. La place du droit pénal administratif	92
III. L'agencement combiné du droit pénal et du droit administratif	92
1. Délits de mise en danger abstraite et concrète et délits de lésion	93
2. Droit pénal et droit pénal administratif	93
§ 2 Les peines	95
I. Les différentes sanctions	95
II. Le degré des sanctions	96
III. La procédure et le droit pénal général	97

Titre troisième : Commentaire de la proposition de règles harmonisatrices du droit pénal environnemental	98
Chapitre 1 :	
La genèse du droit pénal européen de l'environnement.....	98
Section 1 :	
La lutte contre la criminalité environnementale envisagée par le Conseil de l'Europe...	98
Section 2 :	
La lutte reprise au sein de l'Union européenne	99
Section 3 :	
Les diverses provenances d'un droit pénal européen en matière d'environnement.....	101
§ 1 La lutte contre la criminalité environnementale en général	101
§ 2 La lutte contre la pollution causée par les navires en particulier	101
Chapitre 2 :	
L'harmonisation du droit pénal matériel	102
Section 1 :	
Les références au droit pénal général.....	103
§ 1 La culpabilité.....	103
I. Délit d'action, d'omission et de commission par omission.....	103
1. Des différents stades de commission d'un délit	104
2. Les conséquences pratiques.....	105
II. Les différentes formes de culpabilité.....	106
1. Participation et instigation	106
2. Tentative et intention	106
3. Les faits justificatifs (renvoi).....	107
4. Preuve	107
III. La responsabilité des personnes morales.....	108
1. En général.....	108
A. Du rôle prépondérant joué par les personnes morales en matière de criminalité environnementale.....	108
B. Societas delinquere non potest?.....	109
2. Les régimes proposés	109
A. Les modèles direct, indirect et vicarial de responsabilité de la personne morale	109
B. La responsabilité parallèle ou subsidiaire de l'entreprise	110
C. La clause générale ou spécifique de culpabilité de la personne morale.....	110
3. L'état du droit de l'Union européenne	111
4. L'apparence de responsabilité pénale des personnes morales.....	112
A. Dispositions prévues	112
B. Comparatif.....	113

§ 2	Les sources de l'illicite.....	115
I.	Illicéité pénale et illicéité administrative.....	115
1.	La législation générale relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.....	115
2.	La directive relative à la répression de la pollution causée par les navires.....	116
II.	Les sources de l'illicéité administrative dans la proposition de directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.....	116
1.	La source communautaire directe.....	117
A.	Obligation communautaire directe.....	117
a.	Champ d'application organique.....	117
b.	Champ d'application temporel.....	118
B.	L'illicéité par renvoi.....	118
C.	Obligation communautaire de source internationale.....	120
2.	La source communautaire indirecte.....	121
A.	L'illicéité contenue dans une norme interne de source communautaire.....	121
a.	De l'application du droit communautaire au plan interne.....	121
b.	Les directives non transposées.....	122
B.	Exclusion des règles plus sévères édictées en droit interne.....	122
C.	Illicéité des actes violant une faculté concédée aux Etats.....	125
III.	Champ pénal de la répression de la violation de la norme administrative.....	126
1.	La réalisation de la double-illicéité.....	126
2.	Illicéité infra-pénale.....	127
A.	Les comportements non visés par la proposition de directive.....	127
B.	La non réalisation de l'illicéité administrative.....	128
3.	Annulation de l'illicéité.....	130
A.	Annulation de l'illicéité administrative.....	130
B.	Annulation de l'illicéité pénale.....	130
§ 3	La sanction.....	131
I.	La sanction selon les personnes.....	131
1.	Les personnes physiques.....	131
A.	Les sanctions exclusivement pénales.....	131
a.	La peine privative de liberté.....	131
b.	L'amende lourde.....	132
B.	Les autres sanctions.....	132
2.	Les personnes morales.....	133
A.	Uniformité des sanctions dans les différentes dispositions.....	133
B.	Remise en état.....	134
II.	La détermination de la sanction.....	136
1.	Un système peu contraignant.....	136
2.	La prise en compte de circonstances particulières.....	137

Section 2 :

Les obligations de droit communautaire de l'environnement fondant la répression pénale communautaire mixte	137
§ 1 Les déversements d'hydrocarbures et autres substances polluantes	138
I. L'infraction générale de la réglementation relative à la protection de l'environnement par le droit pénal et l'infraction particulière de la directive 2005/35/CE	138
II. Champs d'application différenciés	138
III. Obligations du droit administratif communautaire	139
§ 2 Les déversements d'huiles usagées et de boues d'épuration	140
§ 3 Le rejet de substances	142
I. Les véhicules à moteur et la qualité de l'essence	142
II. La pollution des eaux	143
III. La pollution atmosphérique	144
§ 4 Les déchets	145
I. En matière de déchets courants	146
II. Les règles spéciales en matière de déchets dangereux	148
1. Traitement, stockage et transport	148
2. Exportation et importation	149
3. Elimination	150
III. L'exploitation non autorisée d'une décharge	151
§ 5 Les atteintes aux espèces animales et végétales protégées	152
I. La protection de la faune en général	153
II. Le commerce d'espèces protégées	155
III. Protection de la flore hors de son commerce	156
§ 6 Le commerce de substances appauvrissant la couche d'ozone	156
§ 7 L'exploitation illicite d'une usine	158

Chapitre 3 :

La coopération transfrontalière dans le but de la mise en oeuvre du droit pénal environnemental	159
---	-----

Section 1 :

Les règles formelles de la répression de la criminalité environnementale transnationale entre Etats de l'Union européenne	159
§ 1 L'entraide policière	160
§ 2 La coopération judiciaire	161
I. La compétence juridictionnelle	162
1. Compétence à raison du lieu	162
2. Compétence à raison de la personne	162
3. Le conflit positif de compétence	163
II. Extradition	163
§ 3 L'entraide pénitentiaire	164

Section 2 :

La projection internationale du droit pénal environnemental européen	164
--	-----

Section 3 :	
Le contrôle juridictionnel par les cours européennes	165
§ 1 La compétence pénale de contrôle de la Cour de justice des Communautés européennes.....	165
§ 2 Le respect des droits fondamentaux et leur contrôle.....	166
I. Les garanties de procédure de la CEDH au bénéfice des personnes morales..	166
II. La Cour EDH au sein du système juridictionnel communautaire	167
III. Le Droit de l'Homme à l'environnement	169
Conclusion de la deuxième partie.....	169
Troisième partie : La compétence législative d'un droit pénal européen de l'environnement.....	171
Titre premier : L'arrêt rendu par la Cour de justice.....	172
Chapitre 1 :	
Introduction.....	172
Section 1 :	
Importance de la question	172
§ 1 L'enjeu	172
§ 2 L'opportunité de la législation (Survol).....	174
I. Le rapport entre les législations.....	174
II. L'adoption et l'efficacité des règles	175
Section 2 :	
L'argumentation des parties	175
§ 1 La nécessité comme unique barrière aux compétences pénales communautaires – L'avis de la Commission et du Parlement européen	175
§ 2 L'impossibilité fondamentale d'inclure implicitement une compétence pénale dans le TCE – L'avis du Conseil et des Etats membres.....	177
I. L'établissement exclusif de la matière pénale au sein des compétences de l'Union européenne	178
II. La réserve pénale des articles 135 et 280 TCE et l'activité législative communautaire pénale mentionnée par la Commission.....	178
§ 3 La position nuancée du Royaume des Pays-Bas	179
§ 4 L'avis de l'avocat général	180
Section 3 :	
La méthode de la CJCE.....	181
§ 1 L'agencement des compétences de l'Union et de la Communauté	181
§ 2 La finalité et le contenu de la décision-cadre.....	182
I. L'objectif environnemental de la décision-cadre	182
II. Le contenu environnemental de la décision-cadre.....	183
§ 3 Conclusion de la Cour.....	183

Chapitre 2 :	
La reconnaissance d'une certaine compétence pénale communautaire.....	184
Section 1 :	
L'étendue de la compétence de l'article 175 TCE par le prisme de la nécessité.....	184
I. L'«action à entreprendre» de l'article 175 TCE.....	185
II. Les mesures à adopter.....	185
III. La limitation fonctionnelle de l'article 175 TCE.....	188
Section 2 :	
Les empêchements à l'approfondissement de la compétence communautaire :	
Le fondement de la possibilité de prévoir des sanctions pénales en droit commu- nautaire.....	189
§ 1 Le troisième pilier et la répression de la criminalité environnementale	189
§ 2 Le système général du Traité CE.....	190
§ 3 La restriction et le maintien de la compétence pénale nationale par le droit communautaire en vertu de l'article 10 TCE	191
I. L'effet négatif du droit communautaire sur le droit pénal national et le rappel par la Cour de la jurisprudence <i>Casati</i>	191
II. L'exigence positive de préservation de l'effet utile du droit communautaire par l'action des autorités nationales.....	193
1. Les effets positif et négatif du droit communautaire sur le droit pénal national	193
2. De la recherche du plein effet des dispositions communautaires et de l'équivalence des sanctions.....	193
III. L'invocation de la jurisprudence <i>Casati</i> dans l'arrêt 176/03	195
IV. Critique.....	195
Titre second : L'appréciation de la nécessité des sanctions pénales de type indirect en droit communautaire	197
Chapitre 1 :	
L'étendue des mesures pénales communautaires	197
Section 1 :	
L'étendue matérielle	197
Section 2 :	
L'étendue fonctionnelle.....	199
Chapitre 2 :	
La double exigence de nécessité pour l'adoption de mesures en relation avec le droit pénal par le législateur communautaire	201
Section 1 :	
L'inclusion implicite des compétences fonctionnelles dans le droit communautaire	202
§ 1 Compétences et pouvoirs	202
I. Notions	202
II. Attribution du pouvoir dans le système communautaire.....	203
III. La reconnaissance de pouvoirs implicites	204

1. Existence répandue.....	204
2. Acception restreinte.....	205
§ 2 L'appréciation par la Cour de la nécessité du pouvoir impliqué	206
I. La nécessité de l'exercice du pouvoir attribué comme fondement du pouvoir impliqué.....	206
II. La nécessité du pouvoir d'action différenciée de la nécessité de l'action.....	208
Section 2 :	
La portée des exigences de la Cour.....	209
§ 1 L'application de la théorie des « implied powers » à l'arrêt 176/03.....	209
§ 2 L'exigence de démonstration du caractère indispensable de la mesure.....	210
 Titre troisième : L'adoption de la proposition de directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal	
	213
Chapitre 1 :	
La nécessité matérielle de l'action pénale envisagée.....	213
Section 1 :	
L'appréciation de la nécessité d'adopter la proposition de directive par les organes de l'Union européenne.....	214
Section 2 :	
L'examen des différents besoins de la lutte contre la criminalité environnementale	215
§ 1 Insuffisance des systèmes de sanctions existants	215
I. La difficulté de la mesure criminologique	215
II. Inefficacité des sanctions administratives.....	216
§ 2 La nécessité d'harmoniser les sanctions pénales	217
I. Besoin de sanctions pénales	217
II. Besoin d'harmonisation.....	218
§ 3 Le rapport entre droit pénal et droit administratif.....	219
I. Conformité des sanctions pénales aux règles administratives.....	219
II. Indépendance des autorités chargées de l'octroi de l'autorisation et de la sanction	219
§ 4 Amélioration des méthodes d'instruction et d'entraide par l'accord sur les définitions des infractions et des sanctions.....	220
I. Les méthodes d'enquêtes et d'instruction	220
II. L'entraide internationale	221
§ 5 Le traitement de la criminalité des personnes morales	221
Chapitre 2 :	
La nécessité fonctionnelle du pouvoir pénal communautaire.....	222
 Conclusion de la troisième partie	224
Conclusion générale	225
Liste des références bibliographiques	227
Index des termes utilisés	241